

que j'avais eu la témérité de demander de remettre à une autre journée cette discussion. La loi existe depuis deux ans et nous attendons encore qu'on fasse quelque chose de sérieux.

Je veux dire quelques mots sur ce que pourrait réaliser chez nous l'extension du crédit. Le crédit avancé à l'industrie aurait pour effet immédiat d'encourager la production d'essence. Mes honorables collègues se rappelleront que, lorsque j'ai demandé l'autre jour, sur un ton assez mordant, au ministre des Munitions et approvisionnements (M. Howe) ce que le Gouvernement faisait pour accroître la production au Canada de certaines denrées, sa réponse, qui était bien faible, indiquait de la part du cabinet une disposition à se laisser flotter et à souhaiter qu'il se présentât des gens prêts à se lancer dans la production des denrées de guerre nécessaires à notre pays. C'est la surenchère du laissez-faire. Mais le fait pour le Gouvernement de fournir du crédit à des sociétés de prospecteurs capables de mettre en valeur les sources d'essence du pays aurait sur la production de cette denrée un effet presque magique. Il en va de même à l'égard de l'acier, de la houille, de l'alcool, du sucre, des fruits, du bois et d'un grand nombre de produits dont notre pays risque de manquer.

Bien plus, si on accordait aux cultivateurs, en leur demandant par exemple d'élever des moutons, un crédit peu coûteux dont l'intérêt ne dépasserait pas 2 p. 100, et à une échéance assez lointaine, disons de trois ou quatre ans, leur permettant d'établir leur exploitation sur une base solide avant d'avoir à rembourser, on serait étonné de constater l'impulsion donnée par une pareille mesure à la production des denrées primaires, telles que viandes, divers produits animaux, poisson et ainsi de suite. Si, encore, on mettait le crédit à la disposition d'étudiants ou de futurs étudiants canadiens en vue de leur permettre de se préparer aux tâches que réclame la destinée du pays, on serait surpris de voir avec quelle rapidité on pourrait mobiliser la jeunesse écolière du Canada pour lui enseigner des métiers avantageux dont peut dépendre notre sécurité ou notre existence même.

J'aborde maintenant la question des marchés comme moyen de mobiliser les ressources du Canada. Si la main-d'œuvre pouvait compter sur un marché, de sorte qu'un ouvrier sache, par exemple, qu'en devenant un machiniste expert, il pourrait aussitôt trouver à s'employer, si, autrement dit, il savait qu'il peut trouver du travail dès qu'il a acquis la compétence requise, la jeunesse de notre pays y trouverait un immense encouragement à se préparer une carrière, sans compter que

l'encouragement à parfaire leur habileté donnerait lieu à de grands progrès. Songez à la possibilité de rassurer ainsi immédiatement la multitude d'ouvriers qui ont aujourd'hui un emploi dans l'industrie, qui se rendent compte que peut-être dans un an ou deux ils perdront leur emploi et auront à envisager une longue période de chômage désespérant et qui, par conséquent, jugent qu'ils doivent faire la grève afin de grossir un peu leur petit pécule pendant qu'ils en ont la chance. Le sentiment de sécurité qu'en retireraient ces hommes diminuerait beaucoup la tension d'esprit que l'on perçoit partout au Canada aujourd'hui. Et si le gouvernement offrait du travail à tous ceux qui, quel que soit leur âge, désirent du travail, le gouvernement pourrait aider à la mobilisation du capital humain.

A l'époque de mon enfance, nous admirions toujours beaucoup le spectacle d'un homme de soixante-six ans ou encore de soixante-dix ou de soixante-quinze ans faire des meules de gerbes de grain ou donner un coup de main à ceux qui lançaient des moyettes sur la voiture, ou faire quelque autre travail sur la ferme. Et j'ai vu bon nombre d'hommes de soixante-neuf ou de soixante-dix ans qui pouvaient sans broncher faire leur bonne part du travail dans un champ de céréales ou de foin. Mais qu'arrive-t-il maintenant quand un homme atteint l'âge de soixante-cinq ans et, oui, à cinquante-cinq ans? D'une manière générale ils ne peuvent trouver du travail, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent rien faire pour leur pays. On ne les mobilise pas et on les exclut de notre vie économique.

Si on garantissait un marché aux producteurs de denrées telles que le porc, le lait, les pommes, la laine, non seulement pour cette année mais dans trois ans, avec quel renouveau de confiance les fermiers de tout le pays ne se prépareraient-ils pas à la production de diverses denrées, et quelle formidable actif ce serait pour la production du pays. Combien mieux le gouvernement ne réussirait-il pas à mobiliser les ressources matérielles et humaines du pays. Je soutiens donc que le crédit et les marchés constituent deux des moyens les plus puissants de mobiliser les ressources naturelles du pays.

J'en viens maintenant au troisième moyen: les prix. Il faut, au besoin, subventionner les prix au Canada, pour garantir les frais de revient plus un bénéfice suffisant pour permettre aux producteurs de maintenir leur famille dans le confort. Il faut aussi, lorsque c'est nécessaire, escompter les prix au consommateur, afin de lui permettre de s'acheter ce qu'il faut sans s'exposer à trop de misère ou de privations.